

La FNDIRP a célébré ses 70 ans dans l'émotion

Le 39^e congrès national de la FNDIRP, réuni les 30 et 31 octobre à l'hôtel de ville de Paris, a permis de débattre des intérêts et des activités de la Fédération, appelées à se poursuivre dans l'esprit du thème du congrès « *Souvenons-nous et restons vigilants* ». Deux journées marquées par la célébration du 70^e anniversaire de la Fédération.

Près de 260 personnes dont 172 délégués ont participé au 39^e congrès national de la Fédération et fêté dans l'émotion le 70^e anniversaire de sa naissance. On comptait parmi les participants 16 déportés, 8 internés, 12 PRO et 115 descendants.

La séance solennelle d'ouverture, placée sous la présidence de Walter Bassan, président de la FNDIRP, s'est déroulée dans l'auditorium de l'hôtel de ville de Paris, en présence de Pascal Joseph, conseiller chargé du monde combattant, des rapatriés et des Harkis, représentant Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens combattants et de la Mémoire. A la tribune avaient pris place à ses côtés Catherine Vieu-Charier, adjointe à la maire de Paris chargée de la mémoire et du monde combattant, Serge Wourgaft, membre du Comité d'honneur et directeur de publication du *Patriote Résistant*, Anita Baudouin, secrétaire générale, et Alexandra Rollet, vice-présidente de la FNDIRP.

Dans la salle on remarquait parmi les invités Rose-Marie Antoine, directrice générale de l'ONAC-VG, Jacques Goujat, président de l'UFAC, Yves Lescure, directeur général de la Fondation pour la mémoire de la Déportation, Marc Zamichiei, président de l'Union des Mutuelles d'Ile-de-France, Thierry Antigny-Teste et Alain Laurain, respectivement directeur général et président

de l'Union mutualiste d'Initiative Santé, Bernard Lebrun, vice-président et secrétaire général de l'UNADIF ainsi que Cornelia Kerth, co-présidente de la Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes – Bund der Antifaschisten (VVN BdA), l'Association allemande des victimes du régime nazi – Union des antifascistes.



A la tribune lors de la deuxième séance du congrès: de g. à d., Hubert Siebenschuh, Alain Rivet, Walter Bassan, Anita Baudouin et Mireille Jourdan.

Cornelia Kerth s'adressa le lendemain aux congressistes (lire page 8), exprimant entre autre sa préoccupation devant l'essor des idées et mouvements néofascistes et racistes en Europe sur fond de crise économique. Elle ne fut pas la seule. Au cours des deux journées, la quasi-totalité des orateurs mais aussi les congressistes dans leurs échanges ont manifesté la même inquiétude quant à la banalisation des discours racistes et d'exclusion, le développement du nationalisme xénophobe, le repli sur soi, le rejet de l'autre, les conséquences des attentats terroristes en France et ailleurs... Compte tenu de ce contexte, il est certain que le thème retenu

pour le congrès: « *Souvenons-nous et restons vigilants* » était d'actualité.

C'est ce que soulignèrent notamment Catherine Vieu-Charier dans son chaleureux discours de bienvenue (voir page 4) et le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et à la Mémoire Jean-Marc Todeschini, dans un message adressé à la FNDIRP

Raymond Huard, Norbert Labau, Sabine Maingot, Jean Messer, Jacqueline Talouarn, Jean Vion, Léon Zyguet...

La fin de la matinée fut consacrée aux rapports financiers. Le trésorier général Hubert Siebenschuh a détaillé les comptes de gestion et de bilan 2014, sur la base des documents envoyés aux membres du Comité national, et présenté le budget prévisionnel 2015. Il devait noter avec satisfaction que « *la situation financière pour 2014 présente pour la première fois depuis 2008 (hors 2010) un excédent de 75 024 euros* ». Cependant, il faut relativiser ce bon résultat, ajoutait-il, car ce sont « *les remontées de trésorerie des ADIRP dissoutes, les legs reçus qui nous permettent de vous présenter une gestion en équilibre. Nous remercions les dirigeants des ADIRP qui ont transféré la soule de leur association à la Fédération, conformément à leurs statuts, ce qui n'est pas le cas pour d'autres qui les ont ignorés* ».

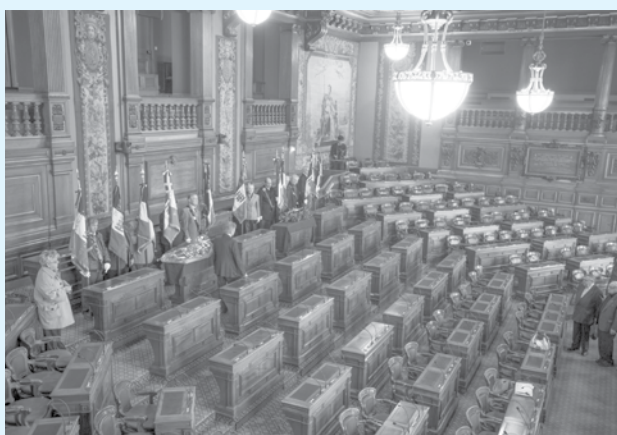
Concernant l'avenir, Hubert Siebenschuh prévint que, malgré les efforts de réduction des coûts en matière de gestion interne, qui ont été entrepris en 2014 et 2015 et qui vont se poursuivre, il fallait rester très attentif au niveau de la souscription nationale qui, en 2014, a diminué de plus de 50 % par rapport à 2013, baisse due en partie à la diminution du nombre d'adhérents. A cela s'ajoutent les augmentations d'ordre général, entre autres les frais postaux.

Le trésorier général lança donc un appel à la générosité de tous, rappelant ce que la FNDIRP a apporté à ses adhérents, tablant sur leur esprit de solidarité et de responsabilité pour verser davantage à la souscription nationale. Son appel fut entendu et les chèques remis à la tribune au cours des deux journées auront permis de réunir la somme de 5 170 euros.

Au nom de la Commission nationale de contrôle financier, sa présidente Chantal Chabanois donna quitus pour le sérieux de la tenue des comptes et la sincérité de ceux-ci. Ce que certifia également le commissaire aux comptes Stephen Ternisien au terme de son rapport.

En mémoire des élus parisiens morts pour la France

Une émouvante cérémonie s'est déroulée dans la salle du Conseil de Paris juste avant l'ouverture du congrès. En présence de Catherine Vieu-Charier, adjointe à la maire de Paris, chargée de la mémoire et du monde combattant, et de Karen Taieb, conseillère municipale, le Conseil d'administration de la FNDIRP s'est recueilli devant la plaque rendant hommage aux conseillers municipaux, tous communistes, morts pour la France. Il s'agit de Jules Auffret, Corentin Cariou, Léon Frot, Maurice Gardette, Jean Grandel, René Le Gall, Raymond Losserand et Pierre Semard. Deux gerbes ont été déposées en leur honneur.



A la veille de l'ouverture du congrès, jeudi 29 octobre, deux cérémonies, qui s'inscrivent dans le cadre du 70^e anniversaire, ont réuni des membres du Conseil d'administration et d'autres adhérents de la FNDIRP.

Le matin au cimetière du Père-Lachaise, afin de se recueillir devant les tombeaux des dirigeants de la Fédération et les mémoriaux des camps de concentration et d'extermination; le soir, pour le ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe, en présence de nombreux porte-drapeaux.



Comment transmettre la mémoire ?

Après le déjeuner pris dans les beaux salons de l'hôtel de ville, les congressistes se dirigèrent vers la somptueuse salle des fêtes pour la deuxième séance du jour, placée sous la présidence de Mireille Jourdan, vice-présidente. Sur un écran géant commencèrent à défiler des photos de la libération des camps nazis et du retour des rescapés en 1945. Pendant ce temps les accompagnateurs étaient invités à aller voir le documentaire *Nom de code Alex*, réalisé par Alexandra Rollet sur ses père et grand-père résistants et déportés projeté à l'auditorium. Mais dans la salle des fêtes, la

L'intervention d'Anne Bernou suscita quelques réflexions ou questions de la part des délégués, par exemple sur l'attitude des jeunes allemands confrontés aujourd'hui à la mémoire des crimes nazis. D'autres interventions de la salle firent écho aux allocutions et au rapport moral et d'activité de la matinée. Ainsi un délégué du Nord demandait s'il n'était pas trop tard pour « *rester vigilants* », selon la formule consacrée, alors que les semeurs de haine étaient bien présents et qu'il importait donc d'agir au plus vite pour contrer le danger.

La fin de l'après-midi prit un tour plus institutionnel avec le vote des comptes et du rapport moral et d'activité, adoptés à

Bassan y soulignait tout le travail restant à accomplir pour « *rassembler toutes les forces progressistes de la mémoire afin de combattre, au mieux, celles de la haine, de l'ostracisme, de l'intolérance* » et conclut en lançant : « *Longue vie aux artisans de la paix et de la liberté ! Longue vie à notre grande Fédération et bon anniversaire à vous, Madame la FNDIRP !* »

Ainsi s'acheva cette première journée.

Honneur à ceux qui ont fait la FNDIRP

Le lendemain fut consacré à la célébration des 70 ans de la Fédération qui eut pour cadre la salle des fêtes et son appareil. Le

vice-président Roger Montagner qui présidait la séance du matin devait déclarer qu'« *en cette année mémorielle nous avons commémoré la libération des camps de la mort et le retour des déportés. Nous avons beaucoup parlé de notre Fédération, aujourd'hui il est grand temps de penser à elle, cette grande dame : notre*

Fédération, notre FNDIRP ! C'est son anniversaire, elle a 70 ans ! Tout au long de cette journée, promettait-il, nous essaierons de faire alterner souvenirs, joies, espérance car à travers elle nous honorons tous ceux qui l'ont faite ce qu'elle est aujourd'hui ».

Trois exposés successifs – par Walter Bassan, Anita Baudouin et Michèle Josserand – permirent d'évoquer à grands traits l'histoire de la FNDIRP de 1945 à aujourd'hui (lire pages 9 à 11), ses combats, ses valeurs, ses réussites et son héritage. Entre chacune des interventions furent proposés des intermèdes musicaux, beau-

Une déclaration de la FNDIRP

Une déclaration faisant la synthèse des travaux du congrès, rédigée par Serge Wourgaft, a été lue à la fin des assises. Elle a été transmise à la presse et aux différents contacts extérieurs de la Fédération auxquels ce texte était destiné. Vous pourrez le lire sur le site Internet de la FNDIRP (fndirp.asso.fr).

coup de chansons en lien avec la culture de la Fédération qui se prolongèrent tout l'après-midi (page 5). Entre-temps, les congressistes auront aussi beaucoup applaudi le beau spectacle conçu par l'actrice Sophie de la Rochefoucauld avec des lycéens de Seine-Saint-Denis.

Autres grands moments de cet anniversaire, l'allocution de Cornelia Kerth, co-présidente de la VVN-BdA, et la cérémonie en honneur des porte-drapeaux de la FNDIRP. Ils étaient 34 au rendez-vous, venus de nombreux départements pour recevoir un hommage bien mérité (lire ci-dessous).

C'est avec la prestation des Stentors et leur puissant *Chant des partisans* que s'acheva le congrès, et la célébration du 70^e anniversaire de la FNDIRP.

Anita Baudouin vint brièvement conclure cette journée « *émouvante mais si festive* » et annoncer la prochaine rencontre nationale de la Fédération : son assemblée générale, qui se tiendra en mai 2016 à Clermont-Ferrand. ■

(1) Une plaquette comprenant tous les organismes élus et les textes du congrès sera prochainement publiée. On pourra également retrouver les différentes interventions dans leur intégralité sur le site Internet (fndirp.asso.fr).

■ Tous nos remerciements à André Navaud qui a assuré le reportage photographique du congrès ainsi qu'à Kham Vivongsa et son fils Pierre qui ont filmé ces deux journées.



Vue de la magnifique salle des fêtes de l'hôtel de ville où les congressistes ont pu voir deux expositions, l'une sur les mémoriaux des camps nazis, l'autre sur le nazisme, l'occupation, la déportation et les débuts de la FNDIRP.

première oratrice de l'après-midi prenait déjà la parole. Ancienne professeur d'histoire au lycée français de Munich, l'historienne Anne Bernou fit un exposé brillant sur la mémoire de la Résistance et de la Déportation et sa transmission. « *Quel contenu a la mémoire ? s'interrogeait-elle. Que transmettre et comment le faire ? [...] Qui se souvient ? outre les "témoins directs" et seuls à l'être ?* » Leurs descendants, mais aussi, et plus largement, des « *générations entières marquées en profondeur par ces événements du passé* » et qui s'expriment notamment par la littérature et l'art, vecteurs capitaux de la mémoire (lire page 7).

l'unanimité, les rapports des commissions des mandats et des candidatures et l'élection des divers organismes de la FNDIRP⁽¹⁾.

A noter que le nouveau Bureau exécutif a décidé d'instaurer une présidence collégiale. Elle est composée de quatre anciens déportés : Walter Bassan (Dachau, Kempten), qui devient président délégué, Robert Klein (Gaguenau et Haslach, kommandos de Natzweiler), Frania Haverland (Plaszow, Birkenau, Flossenbürg) et Jean Villeret (Natzweiler).

Le président délégué prononça alors l'allocution de clôture du congrès proprement dit que nous publions page 12. Walter

Un bel hommage aux porte-drapeaux

La FNDIRP ne pouvait célébrer son 70^e anniversaire sans honorer ses porte-drapeaux, ses « *dignes représentants* » dans toute la France. Samedi 31 octobre en fin de matinée, ils étaient trente-quatre qui, après avoir traversé solennellement la salle des fêtes de l'hôtel de ville dans toute sa longueur, se sont regroupés sur la tribune pour recevoir l'hommage qu'ils méritaient. Raymond Lovato, secrétaire général adjoint, les assura de la gratitude de tous les adhérents pour leur dévouement à toute épreuve, leur disponibilité « *par tous les temps, sous un soleil de plomb, dans la bise glaciale, sous une pluie battante*, ajoutait-il. *Qui de vous, dans ces durs moments que nous impose la météo, n'a pas entendu cette petite voix lui murmurer : "Dis donc, comment étions-nous, nous, sur les places d'appel ?" et de suite le drapeau se fait moins lourd, et la bise glaciale plus douce. J'ai été porte-drapeau et je garde toujours en moi le souvenir impérissable de cette petite voix, du merveilleux respect entre nous, d'une ambiance que seuls les porte-drapeaux peuvent connaître.* »

C'est aux deux porte-drapeaux nationaux de la FNDIRP, Michèle Asséré et Serge Nail, que sont allés les premiers remerciements, à eux qui se déplacent pour participer à la multitude de cérémonies de la région parisienne mais aussi dans toute la France voire à l'étranger. Il leur a été d'abord remis leur insigne pour dix ans de dévouement,

bien que l'un et l'autre les aient dépassés. Et ils ont reçu l'écharpe et la médaille du 70^e anniversaire de la Fédération, que les trente-deux autres porte-drapeaux allaient également recevoir. Parmi eux, « *des jeunes hommes de 90 ans* » tels Lucien Amzeleg, de Seine-Saint-Denis, et Pierre Chevalier, du Puy-de-Dôme, et des représentants de la nouvelle génération, puisque porter un drapeau est souvent une histoire de famille : ainsi Brice Beaudouin, 14 ans, de la Moselle, et Camille Bacon de l'Oise, qui a pris la relève de sa maman, de son grand-père et de son arrière-grand-père déporté à Dachau.

Quel que soit leur âge, tous ont été chaleureusement remerciés et longuement applaudis par les congressistes.

Les 34 porte-drapeaux reçoivent la médaille et l'écharpe du 70^e anniversaire avant de poser dans l'escalier d'honneur de l'hôtel de ville.



« Nous mettons tous nos espoirs dans cette unité que nous voulons retrouver »

Anita Baudouin a présenté son rapport moral et d'activité au cours de la séance solennelle d'ouverture vendredi 30 mai. Nous en publions de larges extraits dans ces pages.

C'est avec beaucoup d'honneur que nous vous accueillons aujourd'hui pour, je crois, l'une des dernières manifestations de l'année mémorielle célébrant le 70^e anniversaire de la libération des camps de concentration et d'extermination et pour célébrer aussi le 70^e anniversaire de notre Fédération.

C'est un honneur disais-je pour nous tous, d'être reçus dans un lieu aussi prestigieux que l'hôtel de ville de Paris, Paris, ville Compagnon de la Libération qui a obtenu ce titre grâce au sang versé par tous les résistants qui se sont battus pour libérer la capitale. L'hôtel de ville a depuis de nombreuses années accueilli nos assises ce qui nous a incités à revenir pour l'année mémorielle. Nous sommes heureux de vous avoir, Monsieur le représentant du ministre, Madame la maire, à nos côtés, démontrant ainsi tout l'intérêt que vous portez à nos déportés, internés, familles et aux valeurs que nous représentons. [...]

Lors des Assises pour le 60^e anniversaire de notre Fédération, Claudine Leroy, résistance déportée à Ravensbrück, alors secrétaire générale adjointe, terminait son intervention par cette phrase : « *Nous devons continuer notre combat, afin de poursuivre la route tracée par nos camarades dirigeants décédés depuis 1945, en collaborant avec nos responsables actuels afin qu'ils prolongent ces combats qui ne s'arrêteront qu'à la disparition du dernier déporté.* »

Ayant bien connu cette femme au fort caractère, je ne suis pas sûre du tout qu'elle nous aurait suivis, mais c'est exactement avec la même volonté, résumée dans cette phrase que nous avons parcouru les deux années qui viennent de s'écouler.

J'ai en mémoire la difficile énumération qui nous avait été faite concernant tous les départements qui allaient nous quitter, et il est vrai que quelques-uns l'ont fait, pas forcément pour les raisons invoquées alors mais surtout à cause du décès de certains responsables qui cumulaient toutes les tâches, d'autres parce qu'effectivement leurs responsables avaient décidé de suivre la route proposée par la précédente direction, mais, dans un cas comme dans l'autre, nous avons heureusement conservé quelques fidèles adhérents qui se sont répartis dans les départements voisins ou ont adhéré directement à la Fédération. Aujourd'hui, c'est donc avec une certaine fierté que je peux vous faire la liste des 11 départements qui, revenus sur leur décision, poursuivent leurs activités, ou reprennent vie et ceux qui sans avoir été arrêtés sommeillaient complètement depuis plusieurs années avant de se décider à redémarrer.

C'est le cas de l'Aube (3 représentants présents au congrès); l'Aude (2 représentantes présentes et 2 candidatures au Conseil d'administration); la Côte d'Or (2 représentantes présentes; la Charente-



A la tribune de l'auditorium de l'hôtel de ville, le 30 octobre: de g. à d., Alexandra Rollet, Anita Baudouin, Walter Bassan et Serge Wourgaft.

Maritime (2 représentants et 1 candidature au Conseil d'administration); le Doubs; le Gard (2 représentantes présentes); les Hauts-de-Seine (3 représentants et 1 candidature au Conseil d'administration); la Seine-Saint-Denis (3 représentants et 1 candidature au Conseil d'administration); le Val-de-Marne (1 représentant et 1 candidature au Conseil d'administration); le Val-d'Oise (3 représentants et 1 candidature au Conseil d'administration).

Et enfin Paris, Paris dont la dissolution nous avait arraché le cœur, Paris qui s'est

trouvé un peu dans l'obligation d'arrêter parce que poussé par certains dirigeants, Paris qui nous revient avec un bureau prêt à fonctionner et avec 7 représentants aujourd'hui.

Un grand merci à eux de nous faire confiance et de continuer leurs activités à nos côtés. Mais vraiment un grand merci également à tous ces départements qui spontanément avaient dès 2011 refusé de se saborder à une date qui était bien trop prématurée.

Malheureusement, il faut dire que malgré tout, notre nombre d'adhérents a diminué et que nous oscillons aux alentours de 7 000 adhérents, ce qui est assez terrible. Mais à nos côtés nous avons encore près de 600 déportés et 250 internés alors qu'on ne nous dise pas qu'ils ont tous démissionné ou qu'ils voulaient tous l'arrêt de notre Fédération. Nous pensons sincèrement que les garder à nos côtés prouve avec force la légitimité de notre mobilisation pour continuer la Fédération.

S'abonner au « Patriote Résistant »

Concernant la vie de la Fédération je me dois d'évoquer nos soucis et parmi ceux-là, le calendrier. Je sais que dans certains départements le nombre d'adhérents diminue, l'âge bien sûr mais aussi quelquefois le manque de motivation. Ce manque de motivation se retrouve dans ●●●



Catherine Vieu-Charier, adjointe à la maire de Paris

« Nous vous assurons de notre soutien dans l'ensemble de vos activités »

Représentant la maire de Paris Anne Hidalgo, Catherine Vieu-Charier, adjointe chargée de la mémoire et du monde combattant, a souhaité la bienvenue aux délégués de la FNDIRP et un plein succès à ce congrès du 70^e anniversaire symboliquement très important. Elle a rappelé dans son allocution qu'il y a 70 ans « *le monde découvrait avec horreur les camps de concentration et d'extermination, les rouages effroyables et monstrueux de la "solution finale" planifiée par les nazis. Un déchaînement de haine, une cruauté sans limite dont nulle logique n'est en mesure d'effacer ou d'atténuer le caractère irrévocable.* »

Témoigner pour se préserver des horreurs du passé, la FNDIRP en a fait le serment, y voyant « *un devoir envers les disparus, une obligation envers les survivants, une responsabilité pour l'avenir*, poursuivait M^{me} Vieu-Charier. *Ce serment est d'autant plus important, vous le savez et le vivez dans votre chair, alors que s'efface la génération des témoins et avec elle quelque chose d'irremplaçable.* »

Un message d'autant plus important à transmettre aujourd'hui face aux « *fortes recrudescences de l'intolérance, de l'antisémitisme et de sa forme la plus abjecte, le négationnisme, de la xénophobie, de l'ho-*

mophobie, des discriminations politiques, économiques et sociales, des discriminations contre les minorités, les Roms, les Tsiganes, les immigrés, toutes les minorités confondues. »

Ces logiques de violence et de haine ont conduit aux tragédies de Montauban et de Toulouse en 2012, aux attentats de début 2015 à Paris et Vincennes qui sont encore et si douloureusement dans toutes les mémoires, soulignait-elle, ajoutant que, face à ces défis, nul doute que chacun se retrouve dans l'œuvre de solidarité que conduit la FNDIRP au travers d'activités multiples, mémorielles, juridiques, médicales, sociales. C'est une contribution à l'effort commun de centaines de milliers de personnes en faveur de la paix, du développement et du rapprochement entre les peuples.

« *Sachez que si l'incessant combat pour préserver la dignité des hommes constitue l'ADN de votre association*, concluait Catherine Vieu-Charier, *il constitue également la matrice de la politique mémorielle que nous développons à Paris. En fêtant symboliquement et spécifiquement ce 70^e anniversaire à l'hôtel de ville de Paris, nous vous assurons de notre soutien dans l'ensemble de ces activités essentielles que vous menez car elles nous rassemblent dans leurs objectifs.* »

●●● la vente du calendrier. Cette année nous avons décidé d'en commander 7 000 (500 de moins que l'année dernière) à ce jour seulement 4 000 sont placés. Ce n'est vraiment pas possible. C'est certainement un manque à gagner pour la Fédération comme pour vos associations. Chaque calendrier vendu vous rapporte au moins le double de votre achat, ce n'est pas négligeable pour votre trésorerie mais moralement, ce calendrier, comme disait Marcel Paul, « *c'est aussi la Déportation qui entre dans un foyer* ». Je ne veux pas entendre que c'est une question de difficultés, cela, c'est à vous, les départements d'y faire face mais pas contre les intérêts de votre association départementale. [...]

Nous avons besoin de chaque carte, de chaque calendrier, de chaque abonnement pour faire vivre la Fédération.

Concernant les abonnements encore, vous savez que le *Patriote Résistant* est l'organe de notre Fédération. Il est lu et apprécié même en dehors des adhérents par les plus hautes instances et aussi par l'APHG, l'Association des professeurs d'Histoire et Géographie qui reconnaissent sa haute qualité et pourtant le nombre d'abonnés ne progresse pas, au contraire. Souvenez-vous, lorsqu'il était question (en des temps néfastes) d'arrêter la Fédération, votre demande était que survive le *Patriote Résistant* et pourtant, com-

bien d'entre vous pensent à le proposer, à abonner une première année une personne en espérant qu'elle sera intéressée et continuera ? Très peu. Même chez nous, parmi nos adhérents. Environ 50 % d'entre nous ne sont pas abonnés. Je répète, la moitié de nos adhérents ne sont pas abonnés. Et il ne s'agit pas de couple car trop souvent dans un couple il n'y a qu'une seule carte d'adhérent. Non, on adhère, on attend les informations mais on oublie le *Patriote Résistant*. Je ne cherche pas à sermonner, je ne cherche pas à culpabiliser, je cherche à faire survivre un journal reconnu pour sa qualité qui a sorti son premier numéro en janvier 1946, qui vient de faire paraître son 900e numéro et qui doit coûte que coûte survivre. [...]

Agir contre les peurs

C'est dans une année au contexte particulièrement difficile que se sera déroulé le 70^e anniversaire de la libération des camps de la mort.

Souvenons-nous, janvier 2015, l'horreur qu'ont suscitée les assassinats des journalistes de *Charlie-Hebdo*, de la jeune policière de Montrouge, des clients de l'épicerie cacher. Si nous avons bien sûr réagi il nous semblait aussi qu'aucun communiqué de presse ne pouvait faire ressortir ce que nous ressentions tous avec notre tête, avec notre cœur et oserai-je le dire, avec nos tripes.

Heureusement quelques jours plus tard le rassemblement de la France entière a pu démontrer que la France était encore le pays des droits de l'homme.

Comment, pourquoi cette folie meurtrière ? C'est de peur que tous ces fanatiques cherchent à nous imprégner, la peur de l'autre. Actuellement nous subissons la désinformation qui cherche à nous donner une multitude de peurs pour paralyser notre capacité d'agir : la peur des réfugiés qui fuient la misère, qui fuient la guerre et qui nous sont présentés comme ceux qui vont venir manger notre pain. Souvenons-nous : il y a plus de 76 ans les républicains espagnols ont déjà entendu cette phrase, ne laissons pas les horreurs de l'Histoire se répéter. Comment ne pas ressentir les souffrances de ces hommes, de ces femmes, de ces enfants obligés de fuir et qui sont livrés à des passeurs sans scrupules. Cela aussi vous avez connu.

C'est exactement le thème de notre congrès : « *Souvenons-nous et restons vigilants* ».

Notre combat pour le respect des droits de l'homme, c'est aussi de nous élever contre toute forme de terrorisme, de racisme, d'antisémitisme chez nous et dans les autres pays. Méfions-nous de ce qui risque de faire croire à nos enfants que le pire vient d'ailleurs et que par conséquent cela ne doit pas arriver chez nous. Méfions-

nous des écrits d'humoristes à l'humour felleux plus que drôle, méfions-nous des grands mots et des querelles ultra-médiatisées entre père et fille uniquement destinés à les placer sur le devant de la scène.

Nous sommes solidaires avec l'UFAC dans ses revendications qui exprimaient sa profonde inquiétude devant l'aggravation continue de la situation au Moyen Orient, la poursuite des massacres de populations civiles et des destructions en Syrie et en Irak principalement par les djihadistes de Daech.

Comment ne pas crier notre indignation, entre autres, quand les victimes sont des jeunes collégiennes enlevées pour servir d'esclaves à des soldats fanatiques.

C'est pour préserver nos enfants et petits-enfants qu'il nous faut accentuer nos efforts vers l'éducation. Sur les « bancs de l'école » tous les enfants se côtoient, sans que la couleur de peau, ni la condition sociale différentes ne posent problème, ce sont les parents qui leur apprennent ces particularités. C'est aussi pour lutter contre l'oubli et le retour des atrocités vécues par nos parents que nous nous engageons dans le Concours national de la Résistance et de la Déportation avec vous tous nos déportés qui utilisent encore vos forces pour porter témoignage dans les établissements scolaires ou au cours des voyages-mémoire comme notre président Walter Bassan. ●●●

Un 70^e anniversaire célébré en chansons

Pour fêter son 70^e anniversaire, la FNDIRP a prévu un programme artistique conséquent qui a rempli une grande partie de la seconde journée de congrès. Chanteurs, musiciens, comédiens se sont succédé sur scène, tous participant gracieusement à la célébration, et proposant le plus souvent des œuvres engagées, en lien avec la Résistance, la Déportation, les luttes populaires, leur mémoire. Des chansons célèbres, qui ont souvent été reprises par la salle.

Augustin Jouve du Puy-de-Dôme, petit-fils de déporté, a entre autres interprété *Nuit et Brouillard*, *L'Affiche rouge* ou *Paix sur la Terre*. Le groupe « Mic-Mac au lycée » (*photo 1*), composé d'Aziza Dicko et Sophie Trieu (lycée Jean-Jaurès, Montreuil) et de Gladys Ledoux (lycée Brassens, Paris) a chanté avec talent et émotion *Ma France*, accompagné par le guitariste William Ledoux ; à leurs côtés, l'enseignant à l'origine du groupe, Kham Vivongsa.

Egalement enseignants et passionnés de musique et de spectacle, Marie-Claude Cherqui et l'accordéoniste Michel Vianot formant le duo *Bal tragique* (*photo 2*) ont interprété durant cette journée maints airs magnifiques et inoubliables, tels *Les loups sont entrés dans Paris*, *Bella Ciao*, *La Rose et le Réséda* ou *Göttingen...*

Bouleversante de simplicité, Marie Lazaro (*photo 3*) a ému la salle entre autres avec une chanson dédiée à son père ou une autre évoquant les drames de la rue des Rosiers, textes écrits par son mari Michel Jourdan, fils de déporté comme elle-même, et parolier des plus grands artistes, tels Aznavour ou Nana Mouskouri.

Et comment ne pas parler du formidable spectacle donné par des lycéens d'Aubervilliers (*photo 4*), fruit d'un travail de plusieurs mois avec l'actrice Sophie de la Rochefoucauld ? Un spectacle évoquant la Résistance, la Déportation, le génocide des juifs et des Tsiganes, et toutes les questions que suscitent ces tragédies... Sophie de la Rochefoucauld et les jeunes, entourés

de Viviane Théophilidès, dramaturge et metteur en scène, de la chanteuse Anna Kupfer, du professeur d'histoire Damien Boussard et du proviseur du lycée Le Corbusier à Aubervilliers, Didier Georges, ont recueilli des applaudissements enthousiastes et bien mérités (lire page 22 notre interview avec Sophie de la Rochefoucauld).

Enfin Les Stentors (*photo 5*), groupe de chanteurs d'opéra, barytons et ténors passés avec succès du lyrique à la variété, reprenant beaucoup de chansons d'autrefois, ont donné de belles versions du *Chant des Partisans* et de *Paris en colère*, le Paris de la Libération. Pour l'un d'eux, Vianney Guyonnet, « *interpréter le Chant des Partisans à quatre voix lui donne un relief particulier, quelque chose de rassembleur. C'est l'union autour d'une même cause, la défense de la liberté. Nos voix d'opéra lui confèrent une dimension un peu héroïque et nous parlons de personnes qui ont agi héroïquement. Ainsi le fond et la forme se rejoignent. Lors de chacun de nos concerts, nous ressentons l'émotion particulière qui étreint le public lorsque nous entonnons ce chant qui fait partie de notre patrimoine national* ».



... Cette année 2015, alors que le thème portait sur la déportation, 41 949 élèves, plus 20 % par rapport à l'an dernier, venant de 1963 établissements scolaires (plus 15 %) ont participé. Prouvant une fois de plus que ce concours est le plus suivi des concours scolaires et cela c'est aussi à vous, à vos efforts que nous le devons.

Les droits

Notre quotidien, c'est aussi ce qui concerne les droits. Dans ce domaine la Fédération a toujours été parmi les défenseurs de toutes les catégories de victimes du nazisme et nous continuons à être très présents démontrant que la deuxième génération, comme celle qui suivra, veillera toujours aux intérêts de ceux qui ont souffert. C'est pour cela que nous avons été reçus en début d'année par Monsieur Todeschini pour lui présenter nos demandes. J'ai pu les reformuler dernièrement à l'audition des associations d'Anciens combattants à l'Assemblée nationale.

Lors de la Commission élargie, jeudi 22 octobre, Monsieur le ministre a répondu à ces demandes et nous l'en remercions, même si sur certains points il nous semble que des avancées sont encore nécessaires.

Nous demandons que :

- lorsque l'indice de pension de l'invalidé décédé était au moins de 40 % mais inférieur à 85 % il soit attribué au conjoint survivant une pension dite de réversion sans que le décès soit imputable aux invalidités reconnues. Or, si l'allocation différentielle, transformée en aide complémentaire aux conjoints survivants âgés de plus de 60 ans va passer à 987 € mensuels, cette allocation entrera dans le cadre de l'aide sociale dont les conditions seront revues chaque année, éliminant du même coup toute sécurité pour les intéressées.
- Que les veuves ou veufs des Patriotes Résistants à l'Occupation dont l'invalidé décédé avait une pension d'au moins 40 % mais inférieure à 85 %, soient considérés comme veuves ou veufs de guerre et puissent, à partir de 75 ans, bénéficier de la demi-part fiscale supplémentaire.
- Que pour les veuves de très grands invalides qui se sont dévouées pour assister durant de longues années leurs conjoints anciens déportés et qui se trouvent démunies au décès de celui-ci, soit mis en place un dispositif qui prenne en compte le niveau d'invalidité du grand invalide de guerre à la date de son décès et que les pensions des veuves soient réévaluées.

Pour cette catégorie de veuves, Monsieur le ministre nous a signalé l'octroi de plus 50 points au 1^{er} janvier 2015 et plus 50 points au 1^{er} janvier 2016 soit une augmentation de 116 € par mois soit l'équivalent d'un SMIC par an. De plus l'obtention de la majoration spéciale serait accordée au bout de 5 ans au lieu de 10 ans pour celles qui ont abandonné leur situation professionnelle pour s'occuper du grand invalide.

Pascal Joseph s'adresse aux congressistes au nom de Jean-Marc Todeschini



Le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et à la Mémoire, Jean-Marc Todeschini, était représenté au congrès par Pascal Joseph, son conseiller chargé du monde combattant, des rapatriés et des Harkis. Dans son intervention, celui-ci a d'abord précisé

quelques éléments relatifs au budget 2016 des Anciens combattants, concernant en particulier les veuves des très grands invalides et la refonte de l'action sociale de l'ONAC-VG. Dans un registre beaucoup plus personnel, il a ensuite évoqué parmi « les visages qui nous manquent » – ceux des disparus cités en début de matinée – deux déportés en particulier qu'il a bien connus alors qu'il était adjoint au maire du XX^e arrondissement de Paris, en charge de la mémoire et du monde combattant : Léon Zyguel et Raymond Huard, « mon ami, mon camarade... qui me manque tous les dimanches matins quand je fais mon marché place de la Réunion ». Pour tous ceux qui l'ont connu, poursuivait M. Joseph, Raymond restera « un beau

jeune homme, avec de beaux yeux, des mains magnifiques, un tempérament de cochon, un sale caractère, un appétit féroce et un humour assez sanglant parfois – j'en ai été souvent victime... »

Puis, changeant de ton, Pascal Joseph a lu le message adressé à la FNDIRP par le secrétaire d'Etat. Jean-Marc Todeschini y rappelait quelques événements marquants des commémorations de 2015 et l'engagement du gouvernement dans la transmission de la mémoire. Evoquant les attentats du début de l'année, le secrétaire d'Etat estimait que « la France sait se rassembler pour surmonter les plus grandes épreuves. Elle en a témoigné il y a 70 ans. La Résistance rassemblait des femmes et des hommes de tout horizon, de toute condition sociale et de toute confession. Des femmes et des hommes qui, depuis 1945, portent cet héritage et partagent leurs valeurs au sein de la FNDIRP ». En conclusion, il assurait « pouvoir compter sur vous pour continuer d'œuvrer au respect de la mémoire de celles et ceux qui n'ont pas survécu au nazisme, d'apporter soutien moral et matériel à celles et ceux qui en ont le plus besoin et pour transmettre aux jeunes générations une histoire et une mémoire constitutives de leur identité et de l'identité de la Nation à laquelle nous appartenons tous ».



Des délégués attentifs aux allocutions et aux différents rapports présentés durant la première séance plénière.

- Je n'ai pas non plus oublié nos Patriotes Résistants à l'Occupation (PRO) et j'ai redemandé que leur soit attribué le Titre de Reconnaissance de la Nation qui a depuis longtemps été attribué aux Malgré Nous.

Et enfin j'ai renouvelé notre demande pour que le cas des orphelins de PRO soit traité dans le cadre du décret 2004-751 du 27 juillet 2004 mais ceci ne semble pas du tout à l'ordre du jour. [...]

Faire face ensemble

Mon rapport ne serait bien sûr pas complet si je n'abordais pas nos relations avec nos partenaires directs, l'UMIF et l'UMIS dont je suis heureuse aujourd'hui de saluer les représentants présents à nos côtés. M. Zamichie de l'UMIF qui est maintenant notre logeur et avec lequel nous entretenons d'excellentes relations et Messieurs Thierry Antigny-Teste et Alain Laurain qui m'ont accueillie au sein du Conseil d'administration de l'UMIS avec une rare gentillesse.

Mais bien sûr aussi la Fondation et je remercie tout particulièrement aujourd'hui Yves Lescure, son directeur

général pour sa présence parmi nous. Elle prouve que l'heure est venue d'un retour au calme, aux relations sereines qui n'auraient jamais dû être perturbées. Cette Fondation, la FNDIRP l'a voulue, l'a en grande partie créée avec l'UMIF à ses côtés.

Il est vrai que nos principaux dirigeants l'ont créée avec l'idée d'une poursuite de leurs actions, pour que les recherches sur l'Internement et la Déportation soient non seulement effectives mais approfondies et c'est un rôle que la Fondation remplit parfaitement. Cette nécessité de se tourner vers la recherche scientifique et l'enseignement reste aussi l'un de nos objectifs car le temps ne saurait tarder de l'obligation du passage vers l'Histoire mais trop de confusions, de désirs personnels sont venus brouiller les rouages au grand désespoir de la plupart d'entre nous.

Dans certains départements les relations restent encore tendues et difficiles avec les Amis qui sont le bras militant de la Fondation mais là aussi nous ne pouvons qu'espérer que la raison

l'emportera puisque, dans d'autres départements, le travail en commun a donné de beaux résultats depuis de nombreuses années. Nous sommes tous les porteurs de la mémoire de l'Internement et de la Déportation et nous devons travailler ensemble, unis. Nous mettons tous nos espoirs dans cette unité que nous voulons retrouver.

Devant les falsificateurs, devant les crimes odieux qui s'accomplissent encore aujourd'hui nous avons besoin des connaissances de tous, nous avons besoin de l'union de tous. L'action spécifique de chacune de nos associations pour trouver sa pleine efficacité pour le « plus jamais ça » ne doit pas être concurrente mais complémentaire. Travailler à un rapprochement constructif entre tous dans le respect des uns et des autres, c'est ce que nous recherchons en permanence.

Ce n'est qu'ensemble et je le redis bien « ensemble » que nous pourrons faire face. Alors ne laissons pas les esprits chagrins s'infiltrer parmi nous, ne ménageons pas nos efforts et continuons de progresser dans une démarche positive. Faisons nôtre cette devise des jeunes résistantes internées à la Petite-Roquette : « Confiance, Lutte, Espoir ». [...]

Mesdames, messieurs, chers amis, chers camarades, mon propos touche à sa fin et je voudrais conclure par ces propos de Berthold Brecht qui disait ;

« Celui qui combat un jour est bon,
Celui qui combat un mois est meilleur,
Celui qui combat toute sa vie est indispensable ».

Nos déportés, internés, PRO ont su se montrer indispensables, par leurs actions, tous les survivants ont su se montrer indispensables, soyons-le aussi.

Et avec votre aide à tous souhaitons encore une très longue vie à notre FNDIRP.

ANITA BAUDOUIN

Mémoires, transmissions, combats

L'historienne Anne Bernou est intervenue dans l'après-midi du 30 octobre sur un thème cher à tous : la mémoire, son évolution, ses différentes formes de transmission, parmi lesquelles la littérature et l'art.

C'est avec émotion que je prends la parole aujourd'hui en présence des déportés, internés, résistants, patriotes, de leurs familles et amis, tous ici réunis pour le 70^e anniversaire de la FNDIRP. Je remercie Anita Baudouin de son invitation et de la confiance qui m'est faite. Voici 10 ans, à l'occasion du soixantième anniversaire de la libération des camps, et en particulier de celle du camp de Dachau, avec un collègue historien, Fabien Théofilakis, – nous étions alors professeurs d'histoire au lycée français de Munich et j'avais avec mes élèves souvent et longuement interrogé d'anciens déportés français de ce camp –, nous avons organisé un colloque franco-allemand en l'université de Munich. Depuis 10 ans, des questions nouvelles sont apparues dans la réflexion historique sur la mémoire de la déportation. Ce sont ces questions qui animent ma réflexion et ma recherche désormais, et mon intervention aujourd'hui.

Nous nous trouvons à 70 ans de distance de la fin de la Seconde Guerre mondiale. « *Souvenons-nous et restons vigilants* » est le thème de ce congrès. Qui se souvient ? Quel contenu a la mémoire ? Que transmettre et comment le faire ? Questions complexes, questions parfois concurrentielles, questions toujours brûlantes, questions de notre temps.

Qui se souvient ? Les « témoins directs » bien sûr, ces témoins dont la voix est unique et imprescriptible, ceux présents ici même, mais je pense aussi à tous ceux qui ne sont plus et dont vous honorez la mémoire. Dans leurs témoignages, ils n'ont eu cesse d'insister sur le combat mené, sur les solidarités, sur la privation de liberté avant toutes les autres formes de privations. Qui, outre ces « témoins directs » et seuls à l'être, qui se souvient ? Leurs familles, leurs descendants, fils et filles de la deuxième et troisième génération ? Cette « postgénération », pour reprendre le néologisme récemment introduit⁽¹⁾, a grandi, entourée du récit de ces pères et de ces mères – ou entourée d'un silence qui, en creux, est aussi récit. Elle a aussi combattu et combat l'oubli. La « postmémoire » est en effet d'abord familiale. Mais plus largement elle concerne et interpelle des générations entières marquées en profondeur par ces événements du passé, et très particulièrement une « troisième génération », née à partir des années 1970. On l'observe au niveau de la littérature ou de l'art. De cette mémoire dite « affiliative », certains artistes, le plus souvent eux-mêmes de cette génération, s'approprient en effet l'héritage et le révèlent tout à la fois en lui donnant corps. [...]

La mémoire de la déportation et de la Résistance est en construction, en construction incessante, sous l'effet tant de la « mémoire culturelle » ou collective que des chemine-ments intimes de la mémoire individuelle. Selon les périodes, les tonalités du témoignage, son degré de précision ou d'approximation, plus encore la mention ou l'omission de certaines données varient de façon conséquente. La mémoire collective est elle aussi

mouvante. Elle a connu entre les années 70 et 80 un tournant radical. Dans l'imaginaire collectif, comme dans les politiques publiques de la mémoire, progressivement la déportation pour fait racial a eu tendance à remplacer la déportation pour fait de résistance. La mémoire combattante qui était celle du déporté politique est passée au second plan. Cette mutation se traduit dans l'historiographie : la perception dans l'espace public est passée de la trilogie « défaite-Résistance-Libération » à la trilogie « Occupation-Vichy-Auschwitz ». Mémoire(s) du témoin et mémoire(s) « culturelle(s) » sont ainsi désormais aujourd'hui objet d'histoire. Les mémoriaux, les Amicales, la Fondation pour la mémoire de la Déportation et les Amis de la Fondation, La Fondation de la Résistance, et beaucoup d'autres que je ne pourrai citer sont désormais gardiens et entrepreneurs de la mémoire. Ils veillent en premier lieu à recueillir, à archiver, à faire entendre, inaltérée,



Anne Bernou au cours de son intervention et Serge Wourgaft.

la voix des déportés, des internés, des résistants et des patriotes, à donner à ces témoignages directs, dans leur expression première et imprescriptible, la place qui leur revient. Ils prennent en compte des évolutions, mais tout à la fois bien évidemment, ils les reflètent.

Mémoire et littérature

70 ans après, le paysage mémoriel s'est donc profondément diversifié et complexifié ! Cette diversification appelle aujourd'hui à la vigilance. Vigilance quant à l'emploi des notions, particulièrement nécessaire dans l'imprécision médiatique qui caractérise notre temps. Vigilance quant aux témoignages eux-mêmes qui ne peuvent se superposer. Le témoignage direct et ce que l'on appelle de façon quelque peu abusive le témoignage de seconde main sont de nature fondamentalement différente. On sait à quel point interfère la subjectivité quand est rapportée une parole, ne serait-ce que par le choix qui en est fait. « *Ceux qui n'ont pas vécu la déportation ne sont pas témoins* », me disait récemment au cours d'un entretien, Claude Michelet, fils d'Edmond Michelet déporté

en septembre 1943 à Dachau. L'assertion semblera peut-être à certains extrême, difficilement généralisable dans son intransigeance et sa pureté. Le plus grand nombre cependant, parmi les fils et filles, reconnaissent sa pertinence. De même, sur un autre plan, le travail de l'historien ne remplace jamais le témoignage, et le témoin quant à lui n'est pas l'historien. L'historien déconstruit, reconstruit, soumet à la critique, contextualise chacun des vécus. Le témoin reste dans le registre de la fidélité : la fidélité de la mémoire est fidélité à un vécu unique et inaliénable.

Pour de nombreuses raisons, le travail historiographique se situe, semble-t-il, à un tournant majeur, ne serait-ce qu'en raison de la numérisation actuelle des grands fonds d'archives concernant la Seconde Guerre mondiale. Cette véritable révolution favorise les recherches pluridisciplinaires et permet la multiplication des démarches col-

la subjectivité du chercheur et renonce à se limiter à la restitution du seul matériau documentaire. Elle ne craint pas de captiver ni d'émouvoir, sans renoncer pour autant à démontrer ; elle est destinée à être lue, appréciée et critiquée par un public plus large. Démocratisation donc mais sans concession à la médiocrité. *L'Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus*,⁽³⁾ que Ivan Jablonka, « *Petit-fils, historien, Juif* » comme il se présente lui-même, a publié en 2012 à partir de sa thèse d'habilitation, est un ouvrage bouleversant, entre-temps plusieurs fois primé.

Par de telles initiatives, l'histoire se réconcilie avec la littérature. Mais celle-ci de son côté se fait aussi de plus en plus historienne. L'écriture-témoignage est devenue une forme littéraire consacrée de notre temps, comme vient de le montrer l'attribution du Prix Nobel de littérature à Svetlana Alexievitch. Écriture-témoignage, que faut-il entendre par là ? « (...) j'ai récolté des témoignages des années durant. Puis j'ai vu se dessiner des lignes de force. Une philosophie d'ensemble a émergé, et j'ai compris ce que je voulais dire »⁽⁴⁾, reconnaissait Alexievitch à propos de son premier livre, *La Guerre n'a pas un visage de femme*, 1985. Son oeuvre construit un monument au grand texte collectif que l'on nomme l'Histoire, mais ses reportages demeurent subjectifs. Peut-il en être autrement ? Comme on le sait à propos de toutes les grandes expériences historiques et comme l'a si admirablement et douloureusement exprimé Jorge Semprun, seul l'artifice d'un récit maîtrisé peut parvenir à transmettre la vérité d'un témoignage. C'est au lendemain des catastrophes du XX^e siècle, dès la Première Guerre mondiale, mais plus particulièrement au lendemain de l'expérience concentrationnaire que s'est développée une telle littérature. Depuis 1945, histoire, témoignage et littérature n'ont plus la même signification, particulièrement aujourd'hui. Il en est de même pour l'art.

« *La pression du présent, les tragédies de l'histoire qui ont mobilisé les individus, la poussée même de l'individualisme, la pénétration de la psychanalyse, la démocratisation de l'histoire (...) tous ces éléments, écrivait en 2011, l'historien Pierre Nora, sont entrés en résonance pour faire, au sens large du mot, du témoin, un acteur principal de l'histoire.* »⁽⁵⁾, j'ajouterai un acteur de l'histoire de notre temps, un acteur de la littérature, un acteur de l'art, un acteur de l'ère « postmémorielle » qui est la nôtre.

Quel est le ressort profond d'un tel travail ? Le travail du « témoin » procède tout d'abord d'une colère, il procède de la colère de la vérité. S'il est révélation, il est d'abord combat. Ce à quoi il convient de résister aujourd'hui est certes moins visible que par le passé, mais plus insidieux : l'ordre des choses aveuglement consenti, le bruit de fond médiatique, une rhétorique souvent vide voire mensongère. Mener ce combat, c'est là « *Maintenir vivant l'esprit de* » ●●

●●● *résistance*, quitte à actualiser ce à quoi il est nécessaire de résister. »⁽⁶⁾? [...]

Ce double engagement, engagement pour le passé mais aussi pour le présent voire le futur si l'on tient compte de l'écho, se rencontre chez la plupart des artistes qu'anime le combat contre l'oubli, que ce soit Pascal Convert, Mathieu Pernot, ou Jean-Marc Cerino pour en citer quelques-uns.

Un combat générationnel

« *Je n'ai pas la mémoire de mon père, mais le même sens du combat* », me disait récemment Fabien Garrido, fils de républicain espagnol déporté à Dachau en juin 1944. De la vie de leurs pères et de leurs mères, qui bien souvent a été et est un combat, les deuxième et troisième générations ont été et sont témoins. Ils ont été témoins de combats menés, souvent une vie durant, au nom des valeurs de liberté et de solidarité, qui avaient été celles de la Résistance. Ce combat, ils le poursuivent.

Le récent colloque organisé voici un mois par les Archives nationales, que j'évoquais à l'instant, s'est achevé sur le magnifique message de Marie-Jo Chombart de Lauwe. Le témoignage, et en particulier le témoignage devant les jeunes, ne doit pas se limiter, nous a-t-elle dit avec force, à montrer les sévices endurés et le mécanisme de déshumanisation jadis employé. Il doit montrer qu'il est possible de se reconstruire car il est essentiel de laisser ce message d'espoir. C'est ce message en effet qu'ont pu transmettre, par leurs actes et aussi par leur personne, ceux qui ont résisté et ceux qui sont revenus des camps.

La crise des réfugiés installe chaque jour davantage de façon insidieuse dans notre vocabulaire et dans notre imaginaire ces mots terribles de « camps » « frontières » ou « barbelés » et toutes les images associées. Sans qu'il soit possible de faire des assimilations qui seraient bien évidemment abusives et dangereuses, ces mots rappellent que le combat certes est d'abord combat contre l'oubli, mais qu'il est inséparablement aussi combat contre toutes les formes de déshumanisation, d'exclusion et d'enfermement de notre temps. Ce double combat n'est pas un combat des seuls spécialistes, il n'est pas un combat des seuls historiens, c'est un combat générationnel, un combat des deuxième et troisième générations, un combat des fils et des filles. C'est à cette condition seulement que peut être encore prononcé le solennel « *Jamais plus* », à cette condition que peut être entendue aujourd'hui la phrase de Guy Môquet que nous connaissons tous : « *Certes j'aurais voulu vivre, mais ce que je souhaite de tout mon cœur c'est que ma mort serve à quelque chose.* (...) »⁽⁷⁾

ANNE BERNOU

1) Marianne Hirsch, *The generation of postmemory*, Writing and visual 2012, Columbia University Press

2) Ivan Jablonka, *L'histoire est une littérature contemporaine*, Manifeste pour les sciences sociales, 2014, Editions du Seuil, p. 8

3) Ivan Jablonka, *Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus*, Editions du Seuil, janvier 2012

4) « *J'écris l'histoire des âmes* », propos recueillis et traduits par Michel Eltchaninoff, *Philosophie Magazine*, N° 84, novembre 2014

5) Pierre Nora, « *Histoire et roman : où passent les frontières ?* », *Le Débat*, n° 165, mai-août 2011, p. 6-12

6) Robert Castel, « *A Buchenwald* », *Esprit*, juillet 2007, p. 155-157

7) (...) Guy Môquet, 22 octobre 1941, lettre à ses parents et à son frère, écrite au matin de l'exécution des 27 fusillés de Châteaubriant

■ L'intégralité de l'intervention d'Anne Bernou, avec ses exemples de transmission par l'art, sera publiée sur le site de la FNDIRP et dans la plaquette congrès.

Pour que l'Europe ne tombe pas aux mains des racistes

Lors de la séance de célébration du 70^e anniversaire de la FNDIRP, Cornelia Kerth, co-présidente de la VVN-BdA, a rappelé les liens qui ont uni les deux associations et leurs objectifs communs.

J'ai l'honneur de vous présenter les salutations fraternelles et cordiales de la VVN-BdA, Association des résistants et victimes du régime nazi – Union des antifascistes en Allemagne, et c'est un grand plaisir de vous présenter nos félicitations à l'occasion du 70^e anniversaire de la FNDIRP. Merci beaucoup pour l'invitation et votre accueil chaleureux. Bon anniversaire FNDIRP !

« *Souvenons-nous...* »

Nous n'avons pas seulement une origine et une tradition communes. Pendant des décennies nous avons pu compter sur la solidarité de la FNDIRP dans des moments difficiles, comme par exemple :

- le procès qui devait avoir comme résultat l'interdiction de la VVN – qui était à l'époque, en 1962, purement une organisation de résistants et de victimes du fascisme. Ce procès a échoué grâce à la présence importante de la solidarité internationale, où la FNDIRP a joué un grand rôle, au moment où notre camarade August Baumgarte y présentait des documents prouvant que le président de la cour était un ancien nazi ;
- ou bien, dix ans plus tard, lors de la lutte contre le « *Berufsverbot* » [interdictions professionnelles]. Parmi les milliers de jeunes qui furent surveillés, interrogés et ensuite, dans des centaines de cas, exclus d'un engagement dans le service public, se trouvaient des fils et filles d'anciens combattants et victimes du régime nazi comme notre camarade Sylvia Gingold. Les interventions de la FNDIRP sont allées jusqu'à une lettre de François Mitterrand à Willi Brandt qui nous a beaucoup aidés à mettre fin à cette pratique antidémocratique.

Un 70^e anniversaire est une bonne occasion pour dire merci !

« *Restons vigilants...* »

Aujourd'hui l'Europe connaît une croissance inquiétante de mouvements et partis néofascistes et racistes. En Allemagne, on n'a pas encore vu un parti d'extrême droite obtenir des succès parlementaires, comme le Front National en France, le FPÖ en Autriche ou le PiS en Pologne, sans parler de la Hongrie. Mais ça peut vite changer...

Actuellement, les mobilisations racistes dans nos rues font peur. Il y a « Pegida », qui rassemble des milliers de personnes, pleines de haine, chaque lundi à Dresden. Des milliers d'autres sont mobilisées par le parti AfD (Alternative für Deutschland) chaque mercredi à Erfurt. Il y a des mobilisations racistes

dans des villages dont on n'avait jamais entendu le nom auparavant, trop souvent de caractère violent. Dans ces derniers cas le parti néofasciste NPD est derrière toutes les actions.

Presque chaque nuit brûle une maison qui devait abriter des réfugiés. Ceux qui assistent les réfugiés ou bien des politiciens responsables de leur accueil sont menacés par Internet, par lettre ou par rassemblement devant leur domicile. Il y a deux semaines, une attaque au couteau a presque tué la nouvelle maire de Cologne. Le terrorisme des racistes est devenu une menace quotidienne.



Cornelia Kerth, lors de son allocution du 31 octobre.

Vraiment, nous sommes très loin du monde nouveau dans la paix et la liberté dont ont parlé les prisonniers libérés dans le serment de Buchenwald, qui est la base de nos activités. Le monde actuel est caractérisé par les guerres, la persécution de minorités ethniques, politiques ou religieuses, les catastrophes naturelles qui augmentent avec le changement climatique et par une injustice éclatante qui rend la vie de plus en plus insupportable pour ceux qui en souffrent.

Pendant une vingtaine d'années l'Europe a essayé de créer des frontières insurmontables pour les réfugiés des zones dévastées. Le résultat en est que la Méditerranée est devenue un cimetière. Maintenant le nombre même des désespérés voue tout concept d'isolation à l'échec. Les réfugiés suivent le chemin que les richesses de leurs pays ont pris depuis longtemps.

Les politiciens responsables sont parfois tentés de calmer les racistes en adaptant leurs propos. Ils parlent de réfugiés de guerre, qui ont besoin de notre protection et qui peuvent – grâce au niveau de leurs qualifications professionnelles – vite s'intégrer

au marché du travail. Et ils parlent de réfugiés qui viennent pour bénéficier de notre système social et qu'on va renvoyer dans leur pays d'origine le plus vite possible. Cet argument vise avant tout les Roms, donc une population qui souffre de toutes sortes de discriminations dans les pays construits sur une base ethnique sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. 500 000 d'entre eux avaient été massacrés dans le génocide commis par les Allemands.

Dans une telle situation nous sommes obligés de faire de grands efforts pour intervenir dans les discours publics et d'insister sur le fait qu'il faut combattre

l'injustice, la pauvreté, l'exportation d'armes et non pas les victimes de l'ordre mondial actuel.

Il faut faire comprendre aux responsables que la division sociale créée par l'idéologie néolibérale qui domine la politique partout en Europe – grâce à l'influence allemande, malheureusement je dois le dire – est responsable de la déception de beaucoup de gens et de leur rejet du système parlementaire.

Il faut organiser la lutte contre les nazis et contre les racistes et pour une politique qui permettra à

chacun et chacune de vivre en dignité, quelles que soient ses racines.

J'ai l'espoir que nous tous ensemble allons y arriver. J'ai l'espoir que l'Europe ne tombera pas aux mains de racistes et de néofascistes. J'ai cet espoir parce qu'il y a des organisations comme la FNDIRP en France et comme la nôtre, la VVN-BdA, en Allemagne qui gardent le souvenir de la terreur fasciste, de l'Holocauste, de la guerre d'extermination et qui ne cessent de témoigner que le fascisme n'est pas une opinion, mais un crime !

En même temps ils donnent l'exemple de la résistance menée dans des conditions mille fois plus difficiles que nous ne les connaissons. Ils donnent l'exemple de la coopération et de la solidarité à travers des partis politiques, des convictions personnelles, des nationalités.

Avec notre héritage, nos expériences, nos énergies, j'ai l'espoir que nous pouvons nous approcher de ce monde nouveau dans la paix et la liberté. Allons-y, chers camarades ! C'est dans ce sens-là que je souhaite une longue vie à la FNDIRP.

CORNELIA KERTH

Comment résumer en quelques dizaines de minutes 70 années d'activités et d'engagements multiples ? Walter Bassan, Anita Baudouin et Michèle Josserand, respectivement président, secrétaire générale et vice-présidente, ont essayé de le faire durant la première séance du samedi 31 octobre, dédiée au 70^e anniversaire de la Fédération. Nous en publions de larges extraits dans les trois pages suivantes.

La FNDIRP 1945-1960

1 945, c'est le retour des camps de la mort pour les plus chanceux. 1945, c'est l'espoir de la renaissance d'une vie empreinte de paix et de liberté. 1945, c'est aussi le besoin de se reconstruire, de porter secours aux familles dans la détresse et d'œuvrer pour une patrie juste, sociale et solidaire.

L'opinion publique est très mal préparée à accueillir les déportés. Cela fait plusieurs mois que le territoire est libéré; réaliser l'horreur de la réalité demeure insupportable. A cela s'ajoute l'incompréhension: pourquoi les miens ne sont-ils pas revenus? Cette question récurrente, les rescapés l'ont souvent entendue et cela leur conférait tristesse voire mutisme pour certains. A ajouter que Vichy et le gouvernement nazi avaient répandu la rumeur que les déportés étaient avant tout des terroristes. Pour certains, le doute subsistait.

Il devient donc urgent et nécessaire de créer une association regroupant tous les déportés et les internés, une association émanant de l'histoire particulière de ceux qui ont survécu, une association tournée vers l'entraide mais aussi porteuse de l'héritage de ceux qui, au cœur même des camps nazis, faisaient le serment de témoigner au nom de tous ceux qui n'en reviendraient pas; l'héritage des internés dans les prisons de la France occupée, des combattants qui se regroupaient pour accueillir les rescapés. La FNDIRP plonge donc ses racines dans les crimes sans précédent du nazisme.

Deux anciens déportés en seront les cofondateurs: Frédéric-Henri Manhès, adjoint de Jean Moulin, et Marcel Paul, ministre communiste du général de Gaulle. Ces derniers avaient œuvré ensemble au camp de Buchenwald, dans le cadre du Comité des intérêts français. Tout aurait pu les diviser sur le plan idéologique mais tout les a réunis dans l'entraide et la solidarité. Quel bel exemple de tolérance et d'empathie!

Dès **juin 1945**, la FNDIR (Fédération nationale des Déportés et Internés de la Résistance) avait été créée. Elle ne reconnaissait pas toutes les causes de la déportation et notamment pour faits politiques. Comme si la Résistance n'était pas un acte politique!

Nos cofondateurs ont tout de suite compris qu'il fallait une fédération unique. Le premier congrès fondateur, celui de la FNDIP (Fédération nationale des Déportés et Internés politiques) s'est tenu les **5, 6 et 7 octobre 1945**. Un de ses objectifs était de rassembler les principales associations existantes. Ce n'est qu'en **janvier 1946** qu'elle prend le nom de FNDIRP. Cette unification n'aura malheureusement pas lieu puisque la FNDIR décide de rester indépendante. Plusieurs causes en fournissent l'explication et notamment le contexte politique de l'époque. Ce sont les prémices locales de la guerre froide.

Les débuts ne seront pas toujours aisés, vous l'aurez compris. Des attaques personnelles contre Marcel Paul tenteront de ternir le passé de cet homme et la légitimité de sa présence à la direction de la FNDIRP. De nombreuses figures de l'époque argumenteront en sa faveur. Ce fut le cas de Marcel Bloch (Marcel Dassault) qui reconnut l'aide que lui avait apportée Marcel Paul à Buchenwald alors qu'ils ne partageaient pas les mêmes convictions. La solidarité reprendra ses lettres de noblesse ce qui permettra de continuer plus sereinement au-delà des affrontements partisans.

La FNDIRP s'inscrit dans une culture de solidarité et d'attachement patriotique. Le combat de la Résistance mené dans la clandestinité et celui de la reconstruction appartenaient à un mouvement international visant à écraser le fascisme ainsi que ses résurgences potentielles. Elle témoignera dans plusieurs procès afin de condamner les auteurs de crime contre l'humanité tels que celui de Nuremberg. Marie-Claude Vaillant-Couturier, rescapée d'Auschwitz et de Ravensbrück, et Maurice Lampe, ancien de Mauthausen, nous représenteront.

Accueil, soin et entraide

Sur ces bases antifascistes, la FNDIRP ouvrira ses portes à tous ceux qui acceptent d'œuvrer pour lutter contre toutes les idéologies destructrices de l'être humain. Ainsi, la diversité culturelle et idéologique de ses adhérents devient une force et une richesse.

Un de ses combats sera de refuser la distinction entre déportés ou internés politiques et déportés ou internés résistants. Si pour certains, l'art de diviser s'avère intéressant, à la fédération c'est dans l'unité, sans discrimination qu'on doit avancer. [...]

Un autre champ d'action sera la spécificité de la FNDIRP: son action sociale. Pour nos premiers dirigeants une évidence s'impose: les rescapés sont de retour certes, mais dans quelles conditions? Il faut donc tout faire pour les aider à survivre, à reprendre goût à la vie. La santé précaire des rescapés nécessite des soins d'urgence. L'activité d'accueil, de soin, d'entraide qu'elle déploie au service des déportés et de leur famille est considérable et ne cesse de se développer.

Deux services vont voir très rapidement le jour:

- En tout premier lieu ce sera le Centre de diagnostic devenu dispensaire (sis 10 rue Leroux) et qui prend le nom d'Alice Groperrin que peu de personnes connaissent. Résistante, arrêtée en même temps que son mari qui sera fusillé au Mont Valérien, elle est internée jusqu'à la Libération. Elle a déployé une grande activité au moment de l'accueil des déportés à leur retour. Elle faisait partie du comité parisien des Centres d'entraide et dirigea le service social du dispensaire jusqu'à son décès en 1949.

Ce dispensaire ouvre ses portes dès 1946 même si officiellement il est déclaré en 1947. La Fédération compte dans ses rangs de nombreux médecins déportés qui après avoir, pour la plupart, sauvé leurs camarades dans les *Revier* des camps, continuent leur mission, entre autres au dispensaire, où nous compterons jusqu'à 11 médecins sur 15 en tant qu'anciens déportés. Ils connaissent les pathologies dont leurs camarades sont atteints et sont plus aptes à les soigner.

C'est au dispensaire que viendront les nombreux tuberculeux en recherche d'un

de la Fédération. C'est le début du travail de mémoire. C'est dans cet esprit aussi que commence notre combat pour la reconnaissance d'une journée officielle du souvenir de la Déportation qui ne verra le jour qu'en 1954. Le premier numéro du *Patriote Résistant* sortira en janvier 1946. Après avoir été quelque temps le reflet de l'activité de la Fédération, il deviendra très vite un outil d'histoire et de mémoire, reconnu par tous et notamment par le monde enseignant. Nous en sommes à plus de 900 numéros. Quel beau parcours!

Michèle Josserand, Walter Bassan et Anita Baudouin ont évoqué l'histoire de la FNDIRP à tour de rôle. Le chanteur Augustin Joue a proposé des intermèdes musicaux.



lit en sanatorium, les infirmes suite aux sévices et, comme il n'y a pas de cellules psychologiques, les malades qui recherchent un appui moral.

De très nombreuses spécialités seront proposées: radiologie, cardiologie, gastro-entérologie, neuropsychiatrie, pédiatrie, oto-rhino-laryngologie et bien d'autres.

- A **l'automne 1948**, ce sera le Centre de postcure et de réinsertion professionnelle que l'on appellera le Centre Jean Moulin. A cette époque personne n'avait l'idée de penser qu'une personne qui ne pouvait plus exercer son métier pouvait en apprendre un autre, vivre autrement. Le Docteur Louis-François Fichez y a pensé. [...] L'installation de ce centre se fera à Fleury et il verra le jour grâce à une souscription nationale, à l'organisation de galas et à l'aide du Comité central des œuvres sociales de l'EDF. Ce centre fonctionne toujours à l'heure actuelle. C'est un établissement médico-social spécialisé dans l'accueil de personnes en situation de handicap. Sa gestion a été confiée dès 1986 à un mouvement mutualiste et on lui en a transféré la propriété en 1996. Aujourd'hui, c'est une réalisation sociale de l'Union mutualiste d'Initiative Santé, l'UMIS.

Dans un autre domaine, la FNDIRP se mobilise pour la communication de ce qui s'est passé dans les camps. [...] Elle organise des projections de films documentaires tournés par les Alliés à la libération des camps. De nombreuses conférences sont assurées par des figures

Au début des années 50, la FNDIRP intervient sur la thématique de la paix et la lutte contre l'arme atomique. Elle dénonce les guerres colonialistes et œuvre pour l'arrêt des hostilités. Elle proclame sa volonté d'apporter des secours matériels (vivres et médicaments) aux associations de déportés en Hongrie.

Tout ceci entre dans son action antifasciste de défense républicaine.

Jusqu'en 1964, la Fédération se déploie sur deux registres complémentaires:

- Action de résistance et de l'opposition aux mesures sociales régressives, de la mobilisation contre les activités factieuses et toujours contre le réarmement allemand.
- Développement de manière ambitieuse du service social dans un contexte où des éléments de détente internationale favorisent les rapprochements entre les diverses associations de déportés.

Mes cher(e)s camarades, cette période de l'histoire de la FNDIRP, je l'ai vécue. Elle restera à jamais ancrée dans le cœur et la chair des victimes de la barbarie nazie et de ses sbires pétainistes. Sans la FNDIRP, que serions-nous devenus physiquement et moralement? Nous aurions peut-être été guéris de maux physiologiques mais comment aurions-nous pu nous reconstruire psychologiquement? La FNDIRP a donné du sens à notre vie en nous aidant à poursuivre le combat que nous avons commencé dès 1939.

L'esprit d'entraide et de solidarité, fidèle aux idéaux du CNR, demeure.

WALTER BASSAN

La FNDIRP 1960-1990

[...] **C**e qui caractérise les années 1960 est certainement la mobilisation de toute l'organisation pour envisager une véritable unification placée sous le signe de l'action pour l'égalité des droits, du dialogue pour agir ensemble lors des commémorations et des revendications face au gouvernement.

Dans la lignée de la lutte contre la discrimination instituée entre les déportés et internés résistants et les déportés et internés politiques, dès le tout début des années 1960, la Fédération soutient les actions du Dr Burger et de Fernand Obrecht pour faire valoir les revendications des Patriotes Résistants à l'Occupation (PRO).

1961 - [...] Les médecins déportés du Centre Alice Groperrin poursuivent leurs études sur les thérapies associées aux pathologies spécifiques aux déportés et le Dr Fiches publie un ouvrage sur « *la sénescence prématurée et ses traitements* ».

Suite aux actions du monde de la Déportation, l'Allemagne accepte de verser une indemnisation pour le préjudice moral subi par les déportés, les internés et les familles et un décret du 29 août 1961 en détermine la répartition en accord avec les associations concernées.

1962 - Au mois d'avril, lors du XII^e congrès à Paris, l'idée de la construction d'une clinique dans le parc de Fleury-Mérogis est lancée. Dans son rapport, Charles Joineau, le secrétaire général, demande à tous les déportés de verser 10 % de l'indemnité perçue pour la souscription qui permettra cette réalisation. L'esprit de solidarité jouera une fois de plus. [...]

C'est aussi en cette même année 1962 que la FNDIRP s'élève contre la montée en force de la Bundeswehr à l'intérieur de l'OTAN. Face au militarisme, elle oppose les militants de la VVN qui prolongent le combat mené dans les camps. Des liens de camaraderie très forts unissent ces deux associations, des liens d'autant plus forts que l'association est menacée d'interdiction en RFA.

1964 - Le projet de la clinique a suivi son chemin. La solidarité nationale et internationale des associations de déportés s'est manifestée ainsi que celle des œuvres sociales de comités d'entreprise comme celui d'EDF mais le maximum, 60 %, ce sont les adhérents de la FNDIRP qui vont le fournir et la première pierre de la clinique Frédéric-Henri Manhès est posée le 24 mai 1964 dans le parc de Fleury-Mérogis à côté du Centre de postcure Jean Moulin.

1965 - C'est le vingtième anniversaire de la Fédération et, en clôture des cérémonies, le 30 octobre, la clinique est inaugurée. [...] Devant une foule immense, Marcel Paul proclame une fois de plus que « *c'est un appel passionné à l'union des rescapés et des familles de nos disparus* ».

1966 - Deux grands combats, l'unité et l'égalité des droits de tous les déportés. Au XIV^e congrès à Paris, un seul mot d'ordre « *A égalité de préjudice, égalité de réparation* » car la Fédération ne s'est ja-

mais résignée à la division instituée par les législations hélas soutenues par l'autre Fédération.

1967 - C'est la sortie d'un très grand ouvrage qui fera référence et qui a un titre simple, *La Déportation*. Un ouvrage exceptionnel en bien des points : son contenu en photos d'origine, le fait que ce soit un travail collectif de spécialistes de la FNDIRP, mais aussi son lancement là encore par souscription avant sa sortie qui permettra aux familles de l'acheter plus facilement et à moindre coût. En première page, la possibilité de faire imprimer l'identification et la photo des disparus. Ce sera un grand succès, il figurera en librairie et, grâce aux militants, dans toutes les bibliothèques municipales.



Les militants de la mémoire à l'écoute de l'évocation de la riche histoire de la FNDIRP.

C'est aussi, dans un esprit d'ouverture, l'arrivée de personnalités d'opinions très diverses au sein de notre Comité d'honneur. Mais c'est également l'appel très précis à l'UNADIF et à la FNDIR pour une rencontre des membres des directions afin de se diriger vers l'unité.

Cette année-là également plus de cinq mille personnes manifestent pour l'égalité des droits lors d'un meeting salle Wagram à Paris. [...]

1969 - L'Assemblée générale du 11 mai à Bourges, sous la présidence de Marcel Paul, élabore une résolution appelant une fois de plus à mettre fin aux divisions existant entre les différentes associations et préconise la réalisation de l'unité des déportés, internés et familles.

Cette démarche unitaire a certainement été essentielle pour la consolidation de l'influence de la Fédération comme organisation « *ouverte à tous les déportés, les internés, les Patriotes Résistants à l'Occupation et à tous les ayants cause des morts* » [...], le creuset de l'unité de toutes les catégories de victimes de la répression nazie et fasciste, quelles que puissent être leurs appartenances sociales, religieuses ou politiques, quels que soient la prison ou le camp d'origine, que l'arrestation ait été d'origine résistante, raciale ou nationale, quelle que soit l'organisation de résistance. Les hommes et les femmes qui ont souffert ensemble pour la même cause,

se rassemblent et s'unissent dans la fidélité à ce passé. C'est ainsi que les PRO ont été cooptés au sein de la Fédération après cette assemblée générale et confirmés par les XVI^e et XVII^e congrès. [...]

1970 - La loi pour l'égalité des droits est enfin votée et peut être annoncée lors du XVI^e congrès à Strasbourg. La parité des pensions est enfin obtenue pour les déportés politiques même si l'étalement est prévu sur 4 ans. L'action va maintenant se poursuivre en faveur des internés et des familles. Elle dure toujours ! [...] Pour combattre les thèses négationnistes la Fédération s'engage dans le témoignage contre Touvier en France puis contre Barbie caché en Amérique du Sud.

Elle se réjouit des décisions de la RFA sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre de

la Seconde Guerre mondiale et les poursuites engagées contre les anciens SS.

1971 - A Rome, dans la lutte contre la guerre et pour le désarmement, la Fédération internationale des résistants, la Fédération mondiale des anciens combattants, la Confédération internationale des anciens prisonniers de guerre

et les Comités Internationaux des camps de déportation se réunissent. Pas de demande de vengeance, ni de haine face au peuple allemand mais une union pour la lutte contre les criminels de guerre.

1972 voit l'arrivée des PRO qui adhéreront massivement à la Fédération jusqu'en 1977. Rien qu'en Moselle on en compte 3 608 à cette date.

1974 - Les dangers montent et l'arrivée du président Valéry Giscard d'Estaing favorise le retour d'une droite plutôt bienveillante à l'égard de Vichy. Le 8 mai est sérieusement menacé.

1977 - Création de la Commission permanente des Affaires internationales et de la Commission Histoire-Mémoire qui deviendra permanente en 1981 sous la présidence de Marie-Elisa Cohen. Le travail vers l'enseignement aux collégiens et lycéens commence. [...]

1981 - Après bien des années de luttes et de démarches fastidieuses dont il faut, entre autres, remercier Robert Klein toujours à nos côtés aujourd'hui, les démarches permettant l'obtention des droits des PRO, droits reconnus sur présomption d'origine, sont enfin obtenus.

Toujours soucieuse du bien-être de ses adhérents la FNDIRP envisage la création d'une unité de long séjour. Cette même année, Marcel Paul signe une convention de partenariat relative au Centre Alice

Groperrin avec l'Union des Mutuelles des travailleurs de la Région parisienne.

La Fédération en deuil

Mais les années noires pour notre direction arrivent ainsi que celles des années de réflexion sur la transmission vers les plus jeunes.

1982 - Nous voyons disparaître tour à tour André Leroy, Michel Boucher, Julien Jacques, Lucie Manhès et enfin Marcel Paul. La Fédération est en deuil, touchée de plein fouet. C'est Charles Joineau qui le premier va rebondir lucidement. Nul ne pourra remplacer les présidents fondateurs mais il pense qu'il faut veiller au pluralisme des directions et susciter la promotion de cadres parmi les plus jeunes.

1983 - Les « chacals » ne perdent pas de temps et une nouvelle campagne de dénigrement de Marcel Paul voit le jour.

1984 - Au XXIII^e congrès à Saint-Etienne Charles Joineau dira : « *Après les deuils de 1982 nous avons dit la FNDIRP vivra, aujourd'hui nous pouvons affirmer "la FNDIRP continue"* ».

Commencent les années d'engagement de la FNDIRP vers les pays d'Afrique, le Mali, le Burkina-Faso. L'idée n'est pas de secourir ponctuellement mais de permettre aux populations de faire face elles-mêmes à leurs problèmes. [...]

Cette année-là la FNDIRP et l'Union des Mutuelles d'Ile-de-France (UMIF) signent une « déclaration d'intention commune » qui stipule que l'UMIF, se sentant héritière des valeurs morales défendues par la FNDIRP, s'engage à intervenir dans la gestion et le maintien de nos œuvres sociales obtenues grâce à la détermination et à l'abnégation des déportés, internés et familles.

1985 - La Maison de retraite médicalisée Marcel Paul ouvre ses portes dans le parc de Fleury-Mérogis, toujours en grande partie grâce à la solidarité.

1986 voit l'apogée de l'arrivée massive des conjoints et des descendants comme adhérents à la Fédération, ce qui n'est pas pour plaire à tous ceux qui ont peur que la FNDIRP change de visage.

S'amorce aussi le grand virage vers l'UMIF qui se porte acquéreur des locaux du 10, rue Leroux alors qu'elle a déjà participé au financement de 30 lits à la Maison de retraite et 15 lits à la Clinique Manhès. Une convention de transfert de gestion du Centre Alice Groperrin et du Centre Jean Moulin est signée le 3 décembre et, **en 1987**, pour la Clinique Frédéric-Henri Manhès.

1988 - La Commission Histoire-Mémoire décide de s'adresser aux étudiants futurs professeurs d'Histoire. Le prix Marcel Paul est créé.

Avec **les années 1990** arrive une nouvelle évolution, c'est une autre période qui commence mais toujours nous nous appuyons sur les paroles de Charles Joineau : « *La FNDIRP vivra, la FNDIRP continue* ».

L'esprit d'entraide et de solidarité, fidèle aux idéaux du CNR, demeure.

ANITA BAUDOUIN

La FNDIRP de 1990 à aujourd'hui

L'esprit d'entraide et de solidarité, fidèle aux idéaux du CNR, demeure.

La FNDIRP reste convaincue que la mémoire des déportés est un gage d'avenir. Dans l'esprit d'ouverture et de tolérance qui a toujours été le sien, elle crée, le 17 octobre 1990, avec l'Union des Mutuelles d'Ile-de-France (UMIF), la Fondation pour la mémoire de la Déportation, appelée à relayer les associations à leur disparition. Reconnue établissement d'utilité publique, cette Fondation bénéficie du haut patronage du président de la République.

La Fondation réunit aujourd'hui l'ensemble des fédérations et associations d'anciens déportés et leurs familles. Elle est représentative des différents courants historiques de la Déportation et donc porteuse d'une mémoire plurielle.

En 1996, la FNDIRP a aidé à créer l'Association des Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation (AFMD), bras militant de la Fondation sur le terrain. Ses délégations territoriales existent aujourd'hui dans la plupart des départements et travaillent en lien avec les organisations d'anciens résistants et déportés. L'AFMD regroupe toutes les personnes physiques ou morales qui souhaitent agir pour assurer la pérennité, l'enrichissement et la transmission de la mémoire française et européenne de l'Internement et de la Déportation, dans le respect des buts de la Fondation pour la mémoire de la Déportation.

Pour autant, la FNDIRP n'arrête pas son propre travail de mémoire et ce, avec plusieurs actions.

- Tout d'abord, le prix Marcel Paul, récompensant l'auteur d'un mémoire de Maîtrise, de Master 1 ou 2, relatif à la Résistance et/ou à la Déportation, continue sa progression en qualité mais aussi en nombre de participants. En 2002, 25 mémoires provenant d'une vingtaine d'établissements ont été présentés. Malheureusement, en 2012, pour des raisons dites financières, le prix Marcel Paul est arrêté. [...]

- Après 1990, les publications font désormais appel, en plus des témoins, aux professionnels de diverses disciplines : historiens, profs de lettres, archivistes, scientifiques, historiens de l'art, juristes. D'ailleurs, la réédition du livre *La Déportation* prouve le souci d'intégrer les acquis historiographiques en mettant en évidence le génocide. Pour le 50^e anniversaire de la libération des camps seront réalisés plusieurs ouvrages, tels *Ces Voix toujours présentes – Anthologie de la poésie concentrationnaire européenne*, *Créer pour survivre* (thème qui fait aussi l'objet d'un colloque et d'une exposition à Reims), *Le Grand livre des témoins*, qui est proposé dans un coffret de luxe avec *La Déportation*.

- Le combat pour l'ouverture des archives d'Arolsen s'intensifie car le contexte international inquiète quant à la préservation de la documentation sur les camps nazis saisie par les Alliés. La chute du mur de Berlin et l'unification allemande provoquent des initiatives tendant à banaliser la répression. Le fait de créer un espace dédié aux victimes

de stalinisme au sein même du Musée mémorial du camp de Buchenwald renforce les craintes. L'amalgame primaire nazisme/stalinisme voire communisme surgit. Un texte fondamental est rédigé sur la spécificité du nazisme et adopté par les assises de la FNDIRP de 1995. D'autre part un mémorandum intitulé « Sauver les sites concentrationnaires et les archives des camps » est remis au Parlement européen qui l'adopte en février 1993.

L'action de la FNDIRP, dans cette période, réaffirme son implication dans les procès des bourreaux de Vichy. Le milicien Touvier, exemple même de la collaboration idéologique et répressive, ayant bénéficié en 1971 de la grâce présidentielle, est rappelé à la barre et est finalement condamné à la réclusion



criminelle à perpétuité le 19 avril 1994. Pour inculper ce triste sieur, ce fut une mobilisation de plus de 20 ans, mobilisation sans faille de la FNDIRP (avocats et témoins).

Papon, quant à lui, bénéficie d'appuis politiques. Il est inculqué à plusieurs reprises : 1982 puis 1992. Il réussit à faire différer son procès jusqu'en 1997. Son statut privilégié d'ancien ministre qui reste libre lors de ses comparutions, salit la mémoire des victimes du régime de Vichy. Il est finalement condamné à 10 ans de réclusion criminelle mais sort de prison en 2002 pour raisons de santé.

Même si la peine escomptée n'a pas satisfait le plus grand nombre, il n'en demeure pas moins que ce procès est aussi celui de la collaboration d'Etat. Sa portée pédagogique et historique est reconnue.

Dans le cadre juridique, la FNDIRP a soutenu la création de la Cour pénale Internationale en juillet 2002. [...] Il en est de même [...] pour le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

En 1991, la gestion de la maison de retraite Marcel Paul (dernière œuvre sociale que nous administrions) est confiée à l'UMIF. En 1996, face à nos difficultés dues au manque de ressources humaines et financières, nous transférons la propriété de Fleury-Mérogis et des trois établissements hospitaliers à l'UMIF.

De multiples engagements

La FNDIRP, n'est pas passéiste mais bien ancrée dans le présent et tournée vers l'avenir. Tout au long de son existence, elle prend position au plan national comme au

plan international quand il y a atteinte aux droits de l'homme [...], fidèle aux engagements des déportés pris lors des serments à la sortie des camps. Il est de son devoir de révéler les exactions et de rappeler, sans cesse, ce qu'a été hier et ce qu'il faut aujourd'hui pour un mieux-vivre demain.

Oui, en 2012-2013, la FNDIRP a été plongée dans le doute. Il s'agissait certainement d'une petite crise d'existentialisme qu'elle a su surmonter avec brio. Le constat actuel nous oblige à poursuivre et nous sommes là aujourd'hui pour le crier. En voilà quelques éléments :

- Le temps des croisades serait-il revenu ? Une croyance doit rester une aide à vivre et ses pratiquants doivent être respectés. Nous assistons à une hiérarchisation des

religions, qui entraîne guerres et massacres. Nous disons stop !

- Notre souhait réside dans le fait que chaque peuple doit conserver le droit de vivre, sur ses terres, en paix et en liberté. Aujourd'hui, ceci n'est pas partout respecté. Nous disons stop !

- La jeunesse manque de repères équilibrants. Les familles ne fuient pas leur respon-

sabilité mais comment prioriser l'éducatif quand les soucis du quotidien appartiennent au domaine de la survie ? Cette désespérance et cette perte se traduisent par des embrigadements conduisant à des actes de violence sans précédent. Nous disons stop !

- Le statut de la femme, au niveau international, nous interpelle. Des femmes sont enlevées, séquestrées, violées, d'autres sont lapidées ! Dans plusieurs pays, dès leur plus jeune âge, elles sont réduites à l'esclavage. Elles sont moins bien considérées que certains animaux ! Nous disons stop !

- Le terrorisme existe bel et bien, inutile de se voiler la face ! Des hommes et des femmes avides de pouvoir et d'argent l'utilisent sans vergogne. Il fait peur parce qu'il frappe aveuglément, il est lâche. Nous disons stop !

- La montée des populismes, des fascismes camouflés sous différents costumes, inquiète. D'ailleurs, le terrorisme leur fabrique un tremplin idéologique sans faille. Nous, on sait mais tout le monde n'a pas la même connaissance. A cette ignorance qui sert certains, nous disons stop !

- Ces populations fuyant leur pays en guerre, afin de se donner une chance de vie décente, sur notre territoire, ne sont pas toujours accueillies dans de bonnes conditions. Certains édiles ont cru bon d'effectuer un tri au regard de la religion. Y aurait-il de bonnes et de mauvaises croyances ? Les amalgames douteux, nous les connaissons. Déjà, pendant la Seconde Guerre mondiale,

ils existaient : communiste = terroriste. Vous vous en rappelez. Nous disons stop !

- Chez nous, le programme du CNR est plus que mis à mal. Actuellement, on n'essaie plus de vivre mais de survivre. Le recul sociétal, auquel nous assistons, demeure alarmant. Quand le peuple a faim, il est prêt à tout. Comment le blâmer ? Le fossé entre les différentes classes encore existantes se creuse et nous cernons très bien la violence qui peut jaillir de cet état de fait. Nous disons stop !

Certes le tableau dépeint peut nous entraîner dans une forme d'angoisse mais jamais dans la démission. Nos aînés n'ont jamais baissé les bras, nous n'allons pas trahir leurs engagements et leur investissement.

Il reste beaucoup de travail à accomplir. Il nous faut continuer la lutte pour préserver les acquis obtenus par le sang des résistants. Nous devons rester vigilants quant aux tentatives d'effacement de notre histoire aussi minimes soient-elles ; là, nous faisons aussi allusion à l'esprit qui anime ceux qui œuvrent pour un « Memorial Day ». Toutefois, nos objectifs de porter, haut et fort, les valeurs de la République doit éviter l'écueil du patriotisme exacerbé qui s'apparente au nationalisme !

Dans ce vaste chantier, le rôle de la FNDIRP prend tout son sens. Plusieurs objectifs seront poursuivis :

- Faire savoir pour éradiquer un potentiel renouvellement de l'histoire,

- Communiquer mais aussi engager des débats,

- Ne pas oublier certaines catégories de la population, ne pratiquer aucun ostracisme,

- Apprendre à détecter les signaux d'alerte.

Nous ne pouvons donc pas capituler face à l'ampleur du travail qu'il nous reste à réaliser. L'heure est au rassemblement, à l'unité en respectant les spécificités de chacun sans tenter de les gommer !

Excusez-nous de parodier le pasteur Niemöller mais nous aimerions pouvoir dire un jour :

« Lorsque, attaquée a été notre liberté de penser / Nous avons manifesté, hurlé / Nous l'avons conservée.

Lorsque, les forces de la haine ont pointé leur nez / Combatifs et déterminés / Nous les avons arrêtées.

Lorsque des migrants sont arrivés perdus et affamés / A vivre, jusqu'à dans leur pays, la paix retrouvée / Nous les avons aidés.

Lorsque nos droits ont été bafoués / C'est tous ensemble que nous nous sommes levés / Pour conserver notre liberté ! »

Mes chers amis, comme Dominique Vovk conclut dans la pièce de théâtre, *Le Convoi*, pièce qu'il a réalisée à partir des notes de son père résistant déporté : « Notre devoir est de conserver et de transmettre cet héritage précieux du genre humain, la civilisation. »

L'esprit d'entraide et de solidarité, fidèle aux idéaux du CNR, demeure.

MICHELLE JOSSEMAND

Longue vie aux artisans de la paix et de la liberté !

Nous achevons le compte rendu du 39^e congrès national de la FNDIRP en publiant l'allocution de clôture de son président délégué, Walter Bassan, prononcée devant un auditoire extrêmement attentif.

Mes très cher(e)s camarades, Notre 39^e congrès national se termine et il m'appartient de vous dire quelques mots non pas d'adieu mais d'au revoir. Je serais, dans le déni de la réalité, si je ne vous signifiais pas ô combien j'ai été fier et heureux de participer, à vos côtés, à nos travaux. Je fais partie de ceux qui, il y a 70 ans, revenaient de l'enfer des camps de la mort nazis, affaibli certes mais toujours avec la même conviction que lors de mon arrestation : le seul véritable engagement demeure celui pour la justice, la liberté et la paix. La foi en ces valeurs républicaines, je l'ai toujours en moi.

La FNDIRP, depuis sa création, a bien évidemment décuplé ses forces dans plusieurs combats :

- Celui des droits à réparation pour les victimes et leurs ayants-droits.
- Celui pour le maintien du respect des droits de l'homme au plan national comme au plan international.
- Celui dans le travail de mémoire afin d'informer les populations jeunes et moins jeunes d'ailleurs de ce qui s'est passé mais aussi afin de leur donner les moyens de reconnaître les signaux d'alerte des risques de renouvellement de l'histoire, avec quelques différences au regard de l'évolution sociétale mais sur un fond morbide inchangé.

La FNDIRP, c'est tous ensemble que nous l'avons construite et c'est tous ensemble que nous continuons et continuerons à la faire vivre. Pour cela, je vous remercie.

Il y a deux ans, nous avons dû faire face à quelques difficultés d'orientation pour l'avenir. Nous, les militants d'hier et d'aujourd'hui pour demain, nous avons su dire non à la disparition de notre grande Fédération. Nous avons su garder le capital idéologique et déontologique qui était le nôtre et que nous avons acquis, au fil des années, par notre travail, notre perspicacité et notre réactivité au quotidien. Nous avons fait le bon choix au regard de l'actualité. Ce congrès, placé sous le signe de la mémoire et de la vigilance, prend tout son sens au regard des événements du moment.

Permettez-moi quelques remarques :

- Cette année, les libertés fondamentales ont été mises à mal dans notre propre pays,

pays dit des droits de l'homme. *Charlie* a laissé des blessures mais nous oblige à penser, si nous ne l'avions pas fait en amont, que rien n'est jamais acquis. On a tenté de fragiliser la liberté d'expression, si chère à notre République mais dans la rue, nous avons été présents pour dire non à ses détracteurs.

- Nous assistons à une montée intolérable des populismes mais aussi des intégrismes. Cette croissance exacerbée prend sa source dans la misère, le déséquilibre mondial des ressources mais aussi dans le comportement d'individus prêts à tout pour le pouvoir et l'argent.

- Nous vivons une tragédie, au plan planétaire, avec les flux migratoires de populations obligées de fuir des pays en guerre et les gouvernements n'ont pas tous la possibilité voire la volonté d'accueillir ces réfugiés de manière digne. Ces faits nous rappellent quelques années antérieures où déjà, des femmes, des hommes, des enfants quittaient leur patrie parce qu'ils n'étaient plus en sécurité. Une réaction des plus humaines ! Certains, « au grand cœur », acceptent les migrants mais décident d'effectuer un tri, en amont, sur la base de convictions religieuses. Ces fameux tris ne vous rappellent-ils pas quelques pages sombres de notre histoire ?

La FNDIRP, consciente du patrimoine idéologique qui est le sien et forte de ses 70 années d'expérience et de lutte, a toujours su réagir à ces faits dramatiques. Elle est d'ailleurs la seule à pouvoir le faire. Dénoncer le non respect des droits de l'homme et du citoyen mais aussi proposer des solutions aux difficultés inhérentes aux phénomènes sociétaux ont toujours été ses maîtres-mots. Elle ne trahira jamais sa ligne de conduite qui a été initiée par les serments prononcés à la libération des camps par respect pour ceux qui ne sont pas revenus et pour ceux qui ont tant donné pour le « *plus jamais ça* ».

Un autre point d'importance à soulever : Quand nous sommes rentrés de l'univers concentrationnaire, nous étions emplis d'espoir dans la construction d'un monde nouveau, monde où chacun aurait les mêmes droits : le logement, le travail, l'accès aux soins, à l'éducation, à la culture. Le programme du Conseil national de la Résistance nous avait tracé la voie et devenait notre référent pour

continuer la lutte. Qu'en est-il aujourd'hui ? Le peuple a faim, la médecine est à deux vitesses, des gens travaillent et dorment dans la rue faute de moyens pour se loger, d'autres ne trouvent pas de travail, le taux de chômage étant à son apogée. N'avons-nous pas là un terreau extrêmement fertile pour la montée de convictions nauséabondes aux relents fascistes ? Là aussi, la FNDIRP a un rôle à jouer. Il ne lui appartient pas de donner des consignes politiques à un quelconque gouvernement mais, en revanche, elle se doit d'alerter la population quand tous les ingrédients sont réunis pour l'avènement des pires idéologies. On sait comment cela commence, on sait comment cela finit !

Mes très cher(e)s camarades, nous avons eu raison de poursuivre notre action, nos activités. Qui est plus à même que la FNDIRP apte à percevoir les signes insidieux de la renaissance du fascisme ? Qui est plus à même que la FNDIRP apte à dénoncer les dérapages intolérables et dangereux pour le respect des droits de l'homme ? Tout arrêter, c'était signer une capitulation face aux dérives périlleuses de notre monde actuel. Même dans les camps, au plus fort de l'horreur, les résistants sont restés debout. Depuis

sa création la FNDIRP n'a jamais capitulé et ne capitulera pas !

Il nous reste du travail à accomplir et la voix de la sagesse nous dicte les mots suivants : l'heure n'est pas à la division ou aux attaques perfides mais bien à l'unité pour préserver les valeurs qui sont les nôtres, celles si bien décrites dans le programme du CNR, même si des tentatives pour le démanteler sont récurrentes. Là aussi, battons-nous ensemble. La FNDIRP, dans son esprit permanent d'ouverture qu'elle a si bien démontré, d'ailleurs, lors de la création de la Fondation pour la mémoire de la Déportation et je salue la présence, ce jour, de M. Yves Lescure, son directeur, la FNDIRP, disais-je, désire rassembler toutes les forces progressistes de la mémoire afin de combattre, au mieux, celles de la haine, de l'ostracisme, de l'intolérance.

La FNDIRP est toujours bien présente puisque telle a été notre volonté. Remontons nos manches pour la rendre toujours plus dynamique et plus performante dans ses actions pour aujourd'hui et demain.

Longue vie aux artisans de la paix et de la liberté !

Longue vie à notre grande Fédération et bon anniversaire à vous Madame la FNDIRP !

WALTER BASSAN

Trois cérémonies d'hommage dans la capitale

Dimanche 1^{er} novembre, une délégation de la Fédération d'une trentaine de personnes conduites par Anita Baudouin, accompagnées de Cornelia Kerth, co-présidente de la VVN, et de quatre porte-drapeaux, se retrouvait gare de l'Est pour la première cérémonie de la matinée. Face au quai n° 8, elles ont déposé des fleurs devant les plaques rendant hommage aux cheminots de France et aux milliers de personnes qui partirent de cette gare vers les prisons et les camps de concentration et d'extermination du III^e Reich.

Le groupe s'est ensuite rendu en autobus à la pointe de l'île de la Cité qui abrite le Mémorial national de la Déportation. Dans la demi-pénombre de la crypte, elles se sont recueillies de longues minutes en souvenir des

déportés victimes de la barbarie nazie. Puis la délégation a continué son périple jusqu'au XIV^e arrondissement et la place Marcel Paul, inaugurée par la FNDIRP en 2005. Alain Rivet a retracé le parcours du résistant et du déporté, co-fondateur de la Fédération et ministre du général de Gaulle. « *La voix de Marcel Paul nous manque dramatiquement en ces jours de folie planétaire* » concluait-il. « *Notre fidélité à ses valeurs nous impose de trouver nous-mêmes le chemin pour suivre son inaltérable message d'espoir, de conviction et de détermination tendu vers un horizon de paix, justice et liberté. Et, si je vous propose enfin d'associer Frédéric-Henri Manhès, je ne doute pas que Marcel Paul accueille aujourd'hui avec bonheur son inséparable camarade depuis Buchenwald sur la place qui porte son nom pour un hommage commun.* »



(De g. à d.) La délégation de la FNDIRP à la gare de l'Est, dans la crypte du Mémorial national de la Déportation et place Marcel Paul.